

FACE À L'EXTRÊME-DROITE RASSEMBLONS-NOUS!

Ce dimanche 9 juin 2024 , l'extrême-droite s'est imposée comme 1^{ère} force politique avec 40 % des suffrages exprimés et le président de la République a acté la dissolution de l'Assemblée nationale en faisant prendre un risque majeur pour notre démocratie.

Depuis des années nos organisations syndicales alertent sur la fracture sociale qui s'installe de façon prégnante dans notre pays avec un recul des services publics dans les territoires, un désengagement de l'État dans l'action publique, un pouvoir d'achat qui diminue engendrant l'accroissement des inégalités, la paupérisation et la précarisation des salariés et des fonctionnaires.

Ces alertes n'ont jamais été entendues ni écoutées mais plutôt méprisées et le résultat est ce moment historique pour notre pays.

Si nous entendons la désespérance et la colère, les solutions portées par l'extrême droite ne régleront pas les difficultés rencontrées par une majorité de la population bien au contraire car leurs propositions se situent dans la lignée ultra-libérale et anti-sociale.

Malgré la dédramatisation construite et relayée depuis des années, les partis d'extrême droite ne sont pas des partis politiques comme les autres. Leurs fondements et leurs programmes prônent toujours un repli sur soi, la haine, le racisme et l'antisémitisme.

Pour nos organisations syndicales respectives, attachées aux valeurs de solidarité, de fraternité et à la défense des travailleurs et travailleuses, nous ne pouvons rester en dehors de la société, faire comme si aucun séisme n'avait percuté la France ce dimanche soir.

Aussi nous invitons l'ensemble des personnels de la DGFIP à participer massivement aux rassemblements qui s'organisent ce week-end sur l'ensemble du territoire et à s'organiser dans la perspective d'une participation aux scrutins des 30 juin et du 7 juillet.

FACE À L'EXTRÊME-DROITE RASSEMBLONS-NOUS!



L'extrême droite, l'amie du capital

Sous un discours aux apparences sociales, l'extrême droite porte les intérêts des puissant·es, au détriment des travailleuses et travailleurs, des personnes privées d'emploi et des retraité·es.

Salaires: la solution libérale

- Toujours la vieille recette patronale de baisse des cotisations sociales en réduisant le « pot commun » qui finance vos retraites, vos allocations-chômage, la Sécurité sociale...
- S'oppose à l'augmentation du Smic et des salaires et à leur indexation à l'inflation

Haro sur les étranger·es

- Pointe en permanence la « fraude sociale » (pourtant minime) en l'associant à l'immigration
- Oublie en revanche la fraude fiscale quasi légalisée pour les ultras riches et les grands patrons

L'alliée des puissant·es

- Nie les rapports de classe et veut « réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs »
- Refuse de taxer les plus riches
- Rejette les mesures de soutien aux plus pauvres

L'ennemie du monde du travail

- Déteste les syndicats, et en particulier la CGT
- Veut réduire les obligations des employeurs en matière de démocratie dans l'entreprise
- Veut empêcher les étranger·es de voter ou d'être élu·es sur leurs lieux de travail

Retraites: au boulot!

- S'oppose à la retraite à 60 ans, propose un départ après quarante annuités pour les salarié·es ayant commencé à 20 ans
- Pas de prise en compte de la pénibilité
- Vote contre la revalorisation des petites retraites
- Propose de relancer la natalité pour équilibrer le système

L'extrême droite : la grande imposture

Les partis d'extrême droite ne cherchent même pas à expliquer combien coûterait leur politique ou comment elle serait financée. Et pour cause : ils mentent ouvertement, dans le seul but d'accéder au pouvoir.

Logement: tout pour les possédant·es

- Souhaite supprimer les seuils minimaux de logements sociaux et modifier les critères d'attribution
- S'oppose au gel des loyers et à l'augmentation des hébergements d'urgence

Les services publics à la caisse

- Souhaite privatiser les crèches et les cantines, baisser les dotations aux écoles, diminuer les subventions aux associations
- Porte un discours de baisse des impôts qui revient à affaiblir le service public, garant de l'égalité des droits

Rien pour la Sécurité sociale

- Refuse d'augmenter les ressources de la Sécurité sociale en récupérant l'argent des cotisations employeurs aujourd'hui gelées ou exonérées
- Porte la suppression de l'aide médicale d'État comme remède miracle au besoin de financement alors que sa suppression aurait des répercussions très coûteuses pour la collectivité

Des privé·es d'emploi stigmatisé·es

- Tout en votant contre la réforme de l'assurance chômage, les député·es RN proposent un amendement afin de priver d'allocation-chômage un·e salarié·e en CDD qui refuserait un CDI
- Souhaite mettre en place la « priorité nationale » pour priver les étranger·es de toute allocation

Les femmes? « à leur place »

- Refuse de reconnaître l'existence d'inégalités salariales structurelles entre les femmes et les hommes
- Considère que l'égalité est une menace pour le système en place
- Veut cantonner les femmes à un travail domestique
- Porte une vision de la famille digne d'un autre siècle

Un État sécuritaire et arbitraire

- Promeut une Police nationale sans contrôle citoyen
- Encourage un État répressif et violent, sans justice réelle